



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mercredi 16 octobre 1996 — N° 43

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau**

QUÉBEC

16 octobre 1996

16 octobre 1996

Le mercredi 16 octobre 1996

N° 43

La séance est ouverte à 10 h 05.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Brouillet, vice-président, donne avis que quatre commissions parlementaires se réuniront ce matin.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Brassard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose que le principe du projet de loi n° 15, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord sur le commerce intérieur, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 15 est adopté.

Sur la motion de M. Brassard, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 15 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Brassard, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi n° 43, Loi sur les véhicules hors route, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

16 octobre 1996

À 13 heures, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures et, en conséquence, le débat sur la motion de M. Brassard est ajourné.

La séance reprend à 15 h 05.

Moment de recueillement

M. le Président dépose:

Le document intitulé «Réforme parlementaire: Proposition du Président de l'Assemblée Nationale, M. Jean-Pierre Charbonneau – présentation générale et première phase».

(Dépôt n° 279-961016)

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Marois, ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 45 Loi sur les fondations universitaires.

La motion est adoptée.

16 octobre 1996

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 46 Loi concernant certains rôles d'évaluation foncière dressés sous la responsabilité de la
Municipalité régionale de comté de Portneuf.

La motion est adoptée.

Mme Barbeau (Vanier) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 193 Loi concernant le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles
catholiques de Québec.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Bélanger, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Dumont (Rivière-du-Loup) concernant l'obtention, pour les
personnes atteintes de la fibromyalgie, du statut, des droits et des avantages accordés par notre
système médical et social aux personnes atteintes de maladies chroniques et limitantes sur le
plan physique — Question n° 4, *Feuilleton et préavis* du 16 octobre 1996.

(Dépôt n° 280-961016)

La réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant les services de transport
préhospitaliers de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie —
Question n° 5, *Feuilleton et préavis* du 16 octobre 1996.

(Dépôt n° 281-961016)

La réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le comité Castonguay sur
l'assurance-médicaments — Question n° 7, *Feuilleton et préavis* du 16 octobre 1996.

(Dépôt n° 282-961016)

La réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant les enquêtes portant sur
l'Hôpital Champlain de Verdun — Question n° 8, *Feuilleton et préavis* du 16 octobre 1996.

16 octobre 1996

(Dépôt n° 283-961016)

La réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant la firme d'experts chargée d'analyser les coûts de la prime du programme d'assurance-médicaments – Question n° 9, *Feuilleton et préavis* du 16 octobre 1996.

(Dépôt n° 284-961016)

La réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le rapport du président du Conseil médical du Québec relatif aux services de transplantation – Question n° 10, *Feuilleton et préavis* du 16 octobre 1996.

(Dépôt n° 285-961016)

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Charte de la langue française, dépose:

Un avis de la Commission des biens culturels concernant le classement du site du village de Val-Jalbert, conformément à l'article 29 de la *Loi sur les biens culturels*.

(Dépôt n° 286-961016)

Le rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 287-961016)

Le rapport annuel du Conseil des arts et des lettres du Québec, accompagné des annexes 1 et 2, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 288-961016)

Le rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 289-961016)

Le rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 290-961016)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du Conseil médical du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 291-961016)

16 octobre 1996

Le rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 292-961016)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996, des régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord, Estrie, Outaouais, Laurentides, Gaspésie— Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laval, Montérégie, Nord-du-Québec et Saguenay— Lac-Saint-Jean.

(Dépôt n° 293-961016)

M. Brassard, ministre des Transports, dépose:

Une entente d'échange de renseignements entre la Régie des rentes du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec, en vertu des articles 68 et 68.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1).

(Dépôt n° 294-961016)

Le rapport annuel de la Société québécoise des transports, pour les exercices financiers terminés le 31 décembre 1993 et le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 295-961016)

Le rapport annuel de la Société québécoise des transports, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1995.

(Dépôt n° 296-961016)

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 297-961016)

16 octobre 1996

Le rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996.

(Dépôt n° 298-961016)

Les rapports annuels des corporations professionnelles suivantes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995:

—l'Ordre des chiropraticiens du Québec;

(Dépôt n° 299-961016)

—l'Ordre professionnel des conseillers en relations industrielles du Québec;

(Dépôt n° 300-961016)

—l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec;

(Dépôt n° 301-961016)

—le Collège des médecins du Québec.

(Dépôt n° 302-961016)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Directeur général des élections, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996, y compris le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1995.

(Dépôt n° 303-961016)

Le rapport annuel de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1996, y compris le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1995.

(Dépôt n° 304-961016)

16 octobre 1996

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

en date du 17 juin 1996:

- Décision 798 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;
- Décision 799 concernant le Règlement sur le paiement à une personne d'une allocation pour le paiement de services professionnels engagés alors qu'elle était membre de l'Assemblée nationale;

en date du 26 juillet 1996:

- Décision 804 concernant le Règlement sur une allocation spéciale au député de la circonscription électorale de Dubuc.

(Dépôt n° 305-961016)

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 15 octobre 1996.

(Dépôt n° 306-961016)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bordeleau (Acadie) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 28 et 29 août ainsi que le 11 septembre 1996, a entendu le Coroner en chef, le sous-ministre de la Justice et le président de la Régie des alcools, des courses et des jeux, conformément à la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

(Dépôt n° 307-961016)

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 29 août et 24 septembre 1996, a examiné les engagements financiers du ministère de la Justice contenus dans les listes de novembre 1995 à juillet 1996 et ceux du Secrétariat aux affaires autochtones contenus dans les listes de janvier 1994 à juillet 1996.

(Dépôt n° 308-961016)

16 octobre 1996

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 17, 18, 24 et 25 septembre 1996, a tenu une consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative».

(Dépôt n° 309-961016)

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 5 septembre 1996, a étudié en détail le projet de loi:

n° 8Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives – Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 310-961016)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 17 septembre 1996, a examiné les engagements financiers du Conseil du trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique contenus dans les listes de janvier 1996 à juillet 1996, ceux des Services gouvernementaux contenus dans les listes de janvier 1996 à mars 1996, de l'Inspecteur général des institutions financières contenus dans les listes de mars 1993 à juillet 1996 et ceux de la Commission des valeurs mobilières du Québec contenus dans les listes de février 1994 à juillet 1996.

(Dépôt n° 311-961016)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 3 septembre 1996, a entendu le Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'examen de son rapport annuel 1995-1996, tome I.

(Dépôt n° 312-961016)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 4 septembre 1996, a tenu des consultations particulières et examiné les activités, les orientations et la gestion de la Société immobilière du Québec, conformément à l'article 294 du Règlement de l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 313-961016)

M. Bertrand (Charlevoix) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 20, 21 et 22 août 1996, a tenu des consultations particulières sur le projet de loi n° 35, Loi sur l'équité salariale.

(Dépôt n° 314-961016)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 28 et 29 août ainsi que le 3 septembre 1996, a tenu des consultations particulières sur le document intitulé «Modèle de fixation des pensions

16 octobre 1996

alimentaires pour enfants».

(Dépôt n° 315-961016)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 7 mai 1996, a examiné les engagements financiers de l'Office des services de garde à l'enfance contenus dans les listes d'octobre 1993 à mars 1996.

(Dépôt n° 316-961016)

M. Vallières (Richmond) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 20 août 1996, a examiné les engagements financiers relevant du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation contenus dans les listes de novembre 1995 à mai 1996, à l'exception de ceux des pêcheries.

(Dépôt n° 317-961016)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 18 juin et 17 septembre 1996, a étudié en détail le projet de loi:

n° 9Loi abrogeant la Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement et modifiant la Loi sur les réserves écologiques — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 318-961016)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 19 et 24 septembre 1996, a entendu le sous-ministre des Transports, conformément à la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

(Dépôt n° 319-961016)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 12, 24, 25 septembre et 9 octobre 1996, a étudié en détail le projet de loi:

n° 135Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale — Rapporté avec des

16 octobre 1996

amendements, dont un au titre.

(Dépôt n° 320-961016)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Marsan (Robert-Baldwin) dépose:

Une liasse de lettres que lui ont adressées des membres du personnel infirmier de l'hôpital Notre-Dame, à Montréal, concernant les coupures budgétaires dans le secteur de la santé.

(Dépôt n° 321-961016)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la *Loi sur les intermédiaires de marché* intitulé «La distribution de produits financiers aux particuliers: relever résolument le défi du changement».

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de la culture se réunira afin de poursuivre sa consultation générale sur le document intitulé «Les enjeux du développement de l'inforoute québécoise».

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

16 octobre 1996

M. le Président informe l'Assemblée qu'à la demande de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, la motion inscrite au nom de M. Fournier (Châteauguay), à l'article 45 du *Feuilleton et Préavis* du 19 juin 1996, a été retirée, celle-ci étant devenue caduque.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Charbonneau (Bourassa) propose:

QUE l'Assemblée nationale presse le gouvernement péquiste de mettre en oeuvre de toute urgence une véritable politique d'emploi pour le bien commun du Québec au lieu de plonger dangereusement la population dans des débats irresponsables ayant comme seul objectif de masquer encore une fois son impuissance économique et sa maladive obsession indépendantiste.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique; cinq minutes sont allouées à chacun des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Puis, M. Bélanger, leader du gouvernement, soulève l'irrecevabilité de cette motion.

Après avoir entendu des remarques de part et d'autre et après avoir pris l'affaire en délibéré, M. le Président rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La débat sur la motion présentée par le député de Bourassa est permis, compte tenu du contexte et des précédents en cette matière.

Suit le débat sur la motion de M. Charbonneau (Bourassa).

16 octobre 1996

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 01, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 17 octobre 1996, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU